

Alain CHASTAN

Adjoint au Maire

Ressources Humaines, Sécurité,
Prévention, État Civil, Élections

Monsieur le Préfet

Cabinet du Préfet

B.A.P.S.I. – Section Polices Municipales

12, rue Jean Sans Peur

59000 LILLE

Affaire suivie par : **Mme VANHULLE**

Le 27 avril 2018

Objet : Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage
De caméras individuelles par les agents de Police Municipale dans le cadre de leurs
interventions.

Monsieur le Préfet,

Veuillez trouver, ci-joint, un rapport adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur concernant l'usage
de la caméra individuelle, par les agents de la police Municipale de Marcq en BAROEUL, et ce, en
application du décret susvisé.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes
sentiments les plus respectueux.

Alain CHASTAN
Adjoint en charge de la sécurité



P.J. : 1

Alain CHASTAN

Adjoint au Maire
Ressources Humaines, Sécurité,
Prévention, État Civil, Élections

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Objet : Rapport relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de Police Municipale dans le cadre de leurs interventions (Décret n° 2016-1861 du 23 décembre 2016).

Monsieur le Ministre,

Conformément au décret susvisé, j'ai l'honneur de vous rendre compte de l'expérimentation sur l'emploi et l'usage de la caméra individuelle, portée de façon apparente depuis le 21 avril 2017, par les policiers municipaux de la Ville de MARCQ en BAROEUL.

Le service de Police Municipale possède trois caméras piétons, soit une pour chaque équipe.
La procédure de perception, d'usage et de réintégration, figurant sur la charte d'utilisation, n'a pas posé de problème dans la pratique, et celle-ci est bien respectée par les agents.

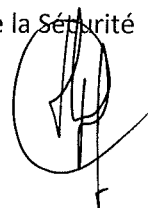
Durant cette phase d'expérimentation il n'y a eu que trois déclenchements vidéo :

- Le premier pour violence volontaire, qui a donné lieu à l'extraction des images suite à la réquisition de l'Officier de Police Judiciaire,
- les deux autres pour du contrôle routier, ce qui a permis d'apaiser immédiatement la situation.

D'un avis général, cet outil mis à disposition des policiers les rassurent, car il garantit d'apporter un témoignage à leurs écrits, mais surtout il permet de désamorcer immédiatement une situation qui dégénère.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Alain CHASTAN
Adjoint en charge de la Sécurité



TOUTE CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE À MONSIEUR BERNARD GÉRARD,
MAIRE DE MARCQ-EN-BARŒUL